

COMMUNIQUE du Collectif ROMEUROPE 94.
Nous dénonçons une nouvelle expulsion sans solutions de relogements
de familles roms installées à Limeil Brévannes.
Ni bidonvilles, ni expulsions sans relogements des personnes.

Ce mardi 21 mai, sous la pluie, une fois de plus, près de 300 personnes vivant en grande précarité, se retrouvent à la rue.

Ces familles étaient installées là, dans des locaux désaffectés du CEA sur le territoire de Limeil Brévannes et appartenant à la ville de Paris. Les plus anciennes sont présentes depuis près d'un an ; le nombre de personnes a augmenté peu à peu depuis, à mesure des expulsions qui se sont déroulées ces derniers mois, sans prise en compte réelle de la circulaire du 26 Aout 2012.

Ainsi on trouve des familles ayant été expulsées de terrains Villeneuve le Roi, Villejuif et aussi de l'Essonne (Evry)

La préfecture a organisé l'évacuation ce mardi 21 en ayant pris un arrêté pour cause de dangerosité, ce qui lui permet d'éviter une procédure judiciaire qui aurait permis de prendre le temps d'une évaluation et mettre (enfin ?) en application la circulaire du 26 Aout 2012 qui prévoit des hébergements réels et durables, favorisant des projets d'insertion.

L'arrêté a été contesté mais ce n'est pas suspensif !

Quelles solutions a proposé la préfecture ???

Des propositions d'hébergements en hôtels éloignés ont été faites à quelques familles dites sensibles, pour quelques jours. En tout une quarantaine de personnes sur 115 annoncées sont hébergées pour quelques jours.

Nous saluons la municipalité de Limeil-Brévannes qui a refusé de suivre le Préfet qui lui avait demandé de publier de son côté un arrêté d'expulsion. Avant cette décision brutale d'expulsion, des contacts ont eu lieu entre les partenaires et il semblait qu'un travail de concertation était possible.

Celle ci aurait réuni l'état, les communes de Limeil-Brévannes, Paris (propriétaire), les associations, les familles concernées.

Mais la préfecture a préféré accélérer les choses !!!

Pourtant, dans le Val de Marne, depuis 2003, des dispositifs ont permis la mise à l'abri de nombreuses familles. La diversité des projets en place montre que les solutions sont multiples et que les propositions peuvent être adaptées à chaque lieu de vie et aux projets des familles ; l'hébergement en hôtel avec le 115 n'étant pas une solution.

Le Collectif ROMEUROPE 94 dénonce une nouvelle expulsion sans alternatives, avec les ruptures que cela impose dans l'accès aux droits.

La plupart des familles se retrouve à la rue et cherche de nouveaux lieux de vie précaire.

Il est temps de favoriser l'accès aux droits au logement, à l'emploi, à l'Education, à la santé.

Nous demandons une nouvelle fois une vraie concertation ...

Conscients des dangers et des difficultés qu'engendrent des conditions de vie aussi précaires, personne, et surtout les familles concernées, ne souhaitent voir perdurer de telles conditions de vie. Mais encore faut-il que ces personnes ne se retrouvent pas en errance et ne s'installent dans un nouveau bidonville et qu'une nouvelle évacuation ne vienne détruire ce qui a pu être mis en place en terme d'accès aux droits.

Le Collectif *ROMEUROPE 94*, mardi 21 mai 2013.